

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Gabon-Togo : coopération

COMME annoncé dans notre édition du 23 janvier 2020, le président de la République togolaise, Faure Essozimna Gnassingbe a séjourné hier au Gabon dans le cadre d'une visite de travail et d'amitié. Le huis clos entre le numéro un gabonais, Ali Bongo Ondimba, et son hôte a porté essentiellement sur le renforcement de la coopération entre les deux "pays frères".

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

ET de quatre pour le président de la République togolaise, Faure Essozimna Gnassingbe ! En effet, cette visite de travail et d'amitié du président togolais est la quatrième du genre, en moins d'un an. C'est dire l'importance que les deux chefs d'État attachent à la coopération entre le Gabon et le Togo. Peu après son arrivée à Libreville, l'hôte du jour s'est entretenu avec son homologue gabonais, Ali Bongo Ondimba, en toute cordialité. Un entretien auquel ont assisté plusieurs personnalités gabonaises. À savoir le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, Alain Claude Bilie-By-Nze, la ministre de l'Emploi, de la Fonction publique, du Travail et de la Formation professionnelle, chargée du Dialogue social, Madeleine Berre. Mais aussi le coordonnateur général des Affaires présidentielles, Noureddin Bongo Valentin, le directeur de cabinet du président de la République, Théophile Ogandaga et le secrétaire général de la présidence de la république, Jean-Yves Teale. D'entrée, le numéro un gabonais a, tout en souhaitant ses vœux de nouvel an à son hôte de marque, par ailleurs "ami et frère", a remercié ce dernier pour ses nombreuses visites. Lesquelles visites s'inscrivent dans la continuité des liens de fraternité noués par leurs prédécesseurs et géniteurs, feux Omar Bongo Ondimba et Gnassingbe Eyadema. Manifestation d'une relation bilatérale entamée depuis le 21 mars 1975 avec la signature de l'accord portant

création de la grande Commission mixte de coopération à Franceville.

Manifestation d'une relation bilatérale entamée depuis le 21 mars 1975 avec la signature de l'accord portant création de la grande Commission mixte de coopération à Franceville.

le Gabon du 13 au 14 janvier dernier. Une grand-messe qui a eu pour thème : " Faire taire les armes en Afrique : créer les conditions du développement propice de l'Afrique. La situation particulière des enfants dans les conflits armés". Occasion pour les deux chefs d'État d'aborder les questions de politique intérieure togolaise.

Normal quand on sait que le Togo va vibrer au rythme de l'élection présidentielle, dont le 1er tour aura lieu le 22 février prochain. Un rendez-vous majeur dans l'histoire d'un pays. Un scrutin que brigue Faure Essozimna Gnassingbe sous la bannière du parti "l'Union pour la République". Pour ce faire, Ali Bongo Ondimba a prodigué à son frère et ami des précieux conseils.

Autre pan et pas des moindres de ce tête-à-tête

présidentiel, l'intégration sous-régionale, voire continentale. Objectif : promouvoir la coopération sud-sud et par la même occasion la diversification des partenariats.

Les deux présidents se sont donc réjouis de l'excellente coopération, entamée en 2011, entre la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Rappelons que ces deux institutions sous-régionales, via les résolutions 2018 et 2039, luttent contre la piraterie maritime (lire ci-dessous), un fléau grandissant en Afrique.

L'entretien entre les deux hommes a été très apprécié par le président togolais, Faure Essozimna Gnassingbe qui n'a pas manqué de remercier son homologue gabonais pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé.



Le président gabonais et son homologue togolais lors de leur tête-à-tête.

LA RÉPUBLIQUE DU TOGO



SITUATION GÉOGRAPHIQUE	Afrique de l'Ouest
LANGUE	Français
HYMNE	Terre de nos aïeux
DATE DE L'INDÉPENDANCE	27 Avril 1960
CAPITALE	Lomé
SUPERFICIE	56 785 km ²
POPULATION	8,17 millions (2018)
DENSITÉ	24 hab/Km ²
PINCIPALES VILLES	Sokodé, Kara, Kplimé, Atakpamé, Bassar, Tsévié
MONNAIE	Franc CFA (UEMOA)

D. Maxime MOUSSOU

bilatérale au beau fixe



tête.

Des efforts conjugués contre le trafic des faux médicaments

M.A.M
Libreville/Gabon

EN visite de travail et d'amitié dans notre pays, le chef de l'Etat togolais, Faure Essozimna Gnassingbe, a eu un tête-à-tête, hier (Lire ci-contre), avec son homologue gabonais Ali Bongo Ondimba, au cours duquel ils ont évoqué divers sujets de coopération bilatérale. Entre autres, la question de la lutte contre le trafic des faux médicaments.

A ce sujet, Ali Bongo Ondimba et son hôte ont décidé d'associer leurs efforts pour bouter ce fléau hors du continent. C'est d'ailleurs dans ce sens que, le Togo a abrité, il y a quelques jours, à Lomé, une réunion de haut niveau en vue d'élaborer une stratégie visant à enrayer ou du moins réduire le trafic des médicaments falsifiés et de qualité inférieure sur le continent. A ces assises, d'autres pays comme le Congo Brazzaville, l'Ouganda, le Niger, Sénégal, le Ghana et la Gambie se sont engagés à criminaliser de manière plus harmonisée le trafic de faux médicaments. Le numéro un gabonais n'a pas manqué



Photo: DR

Plusieurs actions ont déjà été menées dans le but de lutter contre le trafic des faux médicaments.

de marquer son soutien à cette initiative louable. Aussi, a-t-il profité, pour féliciter son homologue togolais quant à la tenue de cette importante réunion. Notons également que pour ladite problématique, le Gabon n'est pas en reste. Plusieurs actions ont déjà été menées dans le but de lutter

contre le trafic des faux médicaments. De ce fait, une Direction du médicament et de la pharmacie (DMP) a été mise en place avec pour rôle de lutter contre ce fléau et de veiller au respect de la réglementation en vigueur. Sur le plan international, le Gabon a ratifié plusieurs textes tels que la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, qui a pour mission de renforcer et promouvoir la coopération internationale en matière de lutte contre la vente des produits pharmaceutiques contrefaits.

En guerre contre la piraterie maritime

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LA convergence de vues que les chefs d'État gabonais, Ali Bongo Ondimba, et togolais, Faure Essozimna Gnassingbe, ont sur un certain nombre de sujets d'intérêt commun (Lire ci-dessus) est, entre autres, illustrée par leur volonté de mettre un terme aux actes de piraterie et à toute forme de criminalité dans le Golfe de Guinée. D'autant que ces fléaux, au regard de leur recrudescence actuelle dans cet espace maritime, constituent, d'une certaine manière, des menaces à la stabilité et à l'exercice des activités marines des États riverains.



Photo: DR

De fait, conscients qu'une seule nation ne saurait venir à bout de ces phénomènes, les deux hommes d'État privilégient une approche et stratégie commune de leurs sous-régions respectives, pour une riposte appropriée, efficace et efficiente. Dans cette optique, Ali Bongo Ondimba et Faure Essozimna Gnassingbe s'étaient pleinement impliqués dans la mise en place du Centre interrégional de coordination pour la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée, inauguré dans la capitale camerounaise le 11 septembre 2011. De même, ils s'étaient réjouis et félicités de l'adoption d'un

Code de bonne conduite relatif à la prévention et la répression des actes de piraterie, des vols à main armée à l'encontre des navires et des activités maritimes illicites en Afrique centrale et de l'ouest. Ainsi que d'un Mémoire d'entente sur la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée. C'était à l'issue du sommet des chefs d'État et de gouvernements de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) et de la Commission du Golfe de Guinée (CGG) tenu, à Yaoundé, au Cameroun, le 25 juin 2013.

Une vision commune s'inscrivant dans le droit fil des résolutions 2018 et 2039 des Nations unies demandant aux États de l'Afrique de l'ouest et du centre de prendre des mesures urgentes contre la piraterie et les attaques armées en mer aussi bien au niveau national que régional. Sur un tout autre plan, les deux chefs d'État ont co-présidé, le 30 juillet 2018, les travaux du sommet conjoint CEEAC-CEDEAO sur la paix, la sécurité, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, en leurs qualités de présidents en exercice de la CEEAC et de la CEDEAO.